



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Insécurité dans le monde agricole

Question au Gouvernement n° 498

Texte de la question

INSÉCURITÉ DANS LE MONDE AGRICOLE

Mme la présidente . La parole est à M. Robert Le Bourgeois.

M. Robert Le Bourgeois . Madame la ministre de l'agriculture, ce dimanche, dans le village d'Auffay, dans ma circonscription de Seine-Maritime, un hangar agricole de 900 mètres carrés est parti en fumée et trente-cinq bêtes sont mortes. Cela s'était déjà produit auparavant dans plusieurs villages de ma circonscription : à Tôtes, à Bacqueville-en-Caux, à Saint-Mards et à Lammerville. Les onze enquêtes en cours piétinent, malgré le travail acharné de la gendarmerie. Le caractère intentionnel des incendies, lui, est avéré.

Ainsi, l'insécurité vient s'ajouter à la longue liste des urgences du monde agricole. De la Normandie au Tarn, en passant par la Drôme, les agriculteurs déplorent le vandalisme, les intrusions sur leurs exploitations, le vol de leur production ou de leurs outils de travail. Le 4 mars, la gendarmerie annonçait par exemple le démantèlement d'un réseau spécialisé dans le vol de GPS agricoles – trois Roumains ont été interpellés.

Même si les statistiques restent vagues, nous savons que les vols de GPS ont augmenté de 25 % entre 2023 et 2024 et que 16 000 affaires d'atteintes aux biens sur les exploitations agricoles ont été recensées en 2022. La psychose s'installe. Lorsque ce n'est pas la survie financière des exploitations qui est en jeu, c'est le moral des agriculteurs et de leurs familles qui est sapé. Demain, les assurances pourraient tout bonnement se retirer – certaines ont commencé à le faire.

Ne peut-on pas offrir un autre horizon à nos agriculteurs que des rémunérations trop faibles et, désormais, une insécurité galopante ? La loi d'orientation agricole avait pourtant élevé l'agriculture au rang d'intérêt fondamental de la nation. Mais les faits sont là et ils sont têtus. Au diable les grandes déclarations : il faut des actes ! Engagez-vous enfin, avec votre collègue ministre de l'intérieur, les moyens nécessaires pour garantir la sécurité des agriculteurs et des éleveurs et éviter le désert assurantiel qui s'annonce ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe RN et sur quelques bancs du groupe UDR.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.

M. Bruno Retailleau, ministre d'État, ministre de l'intérieur . Je répondrai également au nom de ma collègue Annie Genevard. Vous avez raison : depuis la fin de l'année 2023, une dizaine d'exploitations ont été incendiées, vraisemblablement volontairement. Malheureusement, dimanche soir, un incendie très grave a provoqué la mort de trente-cinq taurillons. Un incendie est déjà un énorme choc ; voir mourir ses animaux est un profond traumatisme pour un agriculteur.

Dès hier, au lendemain de l'incendie, à Lammerville, le préfet de région a réuni la procureure de Dieppe, le

général commandant le groupement de gendarmerie, la chambre d'agriculture, les sapeurs-pompiers et les professionnels. Plusieurs dispositions ont été prises, y compris d'ailleurs avec ces derniers. D'abord, nous démultiplierons les patrouilles. Ensuite, nous augmenterons le nombre d'enquêteurs : outre les deux brigades de recherche, la section de recherche de Rouen sera mobilisée en renfort. Enfin, l'État prendra en charge les coûts d'équarrissage pour les taurillons qui ont péri dans l'incendie de dimanche soir.

Nous suivons de très près la question assurantielle pour les agriculteurs qui ont connu des incendies, en particulier le plus récent. Par ailleurs, le préfet, les collectivités locales et moi-même avons souhaité que les permis de construire pour les reconstructions soient accordés dans des délais minimum.

Enfin, s'agissant de l'insécurité dans les campagnes et du vol de GPS ou de matériel agricole, il y a eu un très gros coup de filet il y a quelques jours : la gendarmerie nationale a démantelé un réseau de vols, notamment de GPS. La gendarmerie fait un énorme travail sur le terrain ; nous punirons les coupables. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe DR.*)

Données clés

Auteur : [M. Robert Le Bourgeois](#)

Circonscription : Seine-Maritime (10^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 498

Rubrique : Sécurité des biens et des personnes

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 mars 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 19 mars 2025